À Toulouse, des étudiants d'extrême-gauche occupent la fac, brûlent des copies et pillent le Crous : ils exigent un 10/20 aux partiels. Même les communistes ne le supportent plus. (MàJ)

18/04/2023 à 11h27



18/04/23

Une trentaine d'étudiants occupent un bâtiment de Toulouse-2 depuis le 8 mars et en profitent pour dégrader les lieux. Ils exigent d'obtenir 10/20 à tous les partiels.

Difficile de savoir ce qui se passe concrètement dans le bâtiment «Gai Savoir», à l'université Jean-Jaurès de Toulouse. Depuis le 8 mars, un petit groupe d'étudiants opposé à la réforme des retraites occupe jour et nuit un bâtiment de la faculté situé sur le campus du Mirail. Une mobilisation désormais isolée et contestée par la plupart des associations étudiantes, de droite comme de gauche.

«Une trentaine d'étudiants occupent les locaux et le dégradent quotidiennement. Nous avons pu constater de nombreux tags, graffitis et du mobilier dégradé. L'odeur d'urine est insoutenable», décrit l'UNI, qui affirme avoir constaté les dégâts sur place. Des vols et violences ont également été relevés par le syndicat de droite. *«Des objets appartenants à des professeurs comme à des étudiants ont été dérobés»*, précise l'UNI. Plusieurs copies d'examen – dont personne n'est en mesure d'affirmer si elles étaient vierges ou remplies – ont également été brûlées *«symboliquement»*. *«Nous avions un bâtiment tout neuf, il est désormais détruit et va nécessiter de nombreux travaux»*, poursuit l'Union nationale inter-universitaire.

Le Figaro

16/04/23

Revendications ubuesques, salles de cours transformées en discothèque, les étudiants communistes critiquent vertement le virage de la mobilisation à l'université Jean-Jaurès de Toulouse. "*C'est devenu la chapelle Sixtine des gauchistes*"

« *Nous n'avons pas peur de passer pour un syndicat jaune qui trahit la cause. On se devait de réagir et dénoncer ce qui ne va pas* », ose Raphaël Montazaud, le président de l'union des étudiants communistes (UEC). L'élève en L2 en philosophie et ses camarades ne digèrent pas la tournure que prend le mouvement social au sein de l'université Jean-Jaurès à Toulouse ces derniers jours.

« *Depuis mercredi dernier, date de la dernière assemblée générale à la fac, il y a eu un glissement sur les revendications. La mobilisation ne tourne quasiment plus autour de la réforme des retraites. On est passé sur un*

mouvement de lutte pour mettre en place 'le 10 améliorable'», explique le jeune syndicaliste. **Le « 10 améliorable » ou 10 « plancher » consiste à poser comme acquis la moyenne quelle que soit la qualité du travail.**

Un non-sens méritocratique qui dévalue forcément la qualité des diplômes en sortie d'études. « *Jamais le "10 améliorable" n'a été appliqué autrement que de manière isolée et exceptionnelle. En 2020, le tribunal administratif a rendu un jugement contre cette mesure prise dans une université parisienne pour le semestre du premier confinement* », indique l'UEC dans un communiqué de presse.

Raphaël Montazaud affirme que certaines autres organisations étudiantes jouent un « *jeu trouble* » en faisant croire que le « 10 améliorable » est « *possible à faire passer* » et que certains adossent artificiellement cette revendication à la lutte contre la réforme des retraites. »

Pire, l'étudiant en philosophie imagine que ce glissement dans le champ des revendications est « *en train de dévaluer toute capacité de mobilisation.* » « *En tant que vice-président étudiant de l'université Jean-Jaurès, je reçois des mails d'étudiants affolés à cause d'un probable déplacement des dates d'examen. On sent aussi le personnel un peu traumatisé par ces blocages et ces occupations* », assure-t-il.

Le président de l'UEC qui au départ soutenait l'occupation du bâtiment « Gai Savoir » transformé en ZAM (Zone autogérée du Mirail) estime qu'il est temps de siffler la fin de la récré. « *C'est devenu la chapelle Sixtine des gauchistes ! Le Gai Savoir est en voie de zadification. Il y a un noyau dur d'une quinzaine de personnes à l'intérieur qui organisent plus des soirées qu'autre chose. Il n'y a plus d'objet politique à leurs démarches. À l'intérieur, certains étudiants se sont fait voler, d'autres se sont fait chasser sans raison. Il est temps que l'on dispose à nouveau de cours dans ce bâtiment.* »

La Dépêche